

505 LH 71714

624

(1941)

Couverture des insuffisances du compte de liquidation par des avances
du Trésor (application de l'article 25 convention)

Couverture des insuffisances
du compte de liquidation par des avances du Trésor
(application de l'article 25 convention)

Exercice 1940

Lettre S.N.C.F. au Min. des Fin.	24. 3.41) manquent
Réponse du Min. des Fin.	1. 4.41	
Lettre S.N.C.F. au Min. des Fin.	17. 7.41	

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Services Financiers

C O P I E

Paris, le 17 juillet 1941

6112-7

Monsieur le Ministre,

Par lettre D. 6112/7 du 24 mars 1941, j'ai eu l'honneur de vous demander de vouloir bien faire verser, le 31 mars 1941, à titre provisionnel, à notre compte 27-28 ouvert à l'Agence Centrale du Trésor, une somme de 940 millions imputable sur les avances prévues par l'article 25 de la Convention du 31 août 1937.

Cette somme représentait, d'après nos dernières évaluations budgétaires, le solde arrondi des avances dues à la S.N.C.F. au titre de l'insuffisance du compte de liquidation de l'exercice 1940, après virement aux avances "article 25" du total des avances "article 27" consenties par le Trésor.

Par lettre 2316 D - Direction du Trésor - 3ème Bureau (Chemin de fer) du 1er avril 1941, vous avez bien voulu me faire savoir que notre compte serait crédité, à titre provisionnel, d'un montant de 900 millions valeur 31 mars 1941.

Ce montant avait été fixé en considération notamment du fait que vous n'aviez pas cru devoir porter en déduction des avances "article 27" s'élevant, suivant votre lettre précitée, à...3.109.463.227,67 le montant d'un virement desdites avances aux avances "article 13 de la Convention de 1921", se chiffrant à 53.661.208,23 et représentant une lacune de couverture apparue sur les insuffisances d'exploitation de la période 1930 à 1937, comme conséquence directe des rectifications apportées par la Commission de Vérification des comptes aux comptes des Réseaux et sanctionnées par arrêtés ministériels.

Ainsi que je vous l'ai fait savoir par lettre n° D. 6112/2 du 28 juin 1941, ce virement a été passé en écritures par nos soins sous réserve de vérification ultérieure par le Contrôle financier.

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances

Nous pensons que, dans ces conditions, rien ne s'oppose à la fixation à 3.055.802.019,44 du montant provisoire des Avances "article 27" au 31 décembre 1940, avant liquidation de l'exercice.

Si vous voulez bien partager notre manière de voir, le décompte des avances du Trésor "article 25" restant dues à la S.N.C.F., valeur 31 mars 1941, au titre de la couverture de l'insuffisance du compte de liquidation de l'exercice 1940, s'établirait ainsi qu'il suit :

1°) Insuffisance du compte de liquidation de l'exercice 1940 (ma lettre n° D.8211/4 du 7 juillet 1941)..... 3.949.994.966,51

2°) Avances "article 27" à transformer au 31 mars 1941 en avances "article 25".

Montant au 31 décembre 1940, avant liquidation de l'exercice..... 3.055.802.019,44

A déduire :

a) Virement valeur 31 décembre 1940 aux avances "article 13 de la Convention du 28 juin 1921" du capital de couverture correspondant aux emprunts à court terme des Réseaux de l'Etat et d'Alsace-Lorraine remboursés en 1940...44.989.018,77

b) Virement valeur 15 novembre 1940 au compte "Prêt à la S.N.C.F. Convention du 8-1-1941"..... 4.361.286,39 d'un montant égal aux quatre-cinquièmes des dépenses de 1940 au titre du plan spécial d'équipement

Ensemble 49.350.305,16

En l'absence de toute nouvelle avance "article 27" au cours du 1er trimestre 1941, le solde des avances "article 27" au 31 mars 1941 ressortirait ainsi à 3.006.451.714,28

Par suite, le solde à recevoir par la S.N.C.F. aurait dû s'élever à	943.543.252,23
--	----------------

Le versement provisionnel ayant été de	900.000.000,--
---	----------------

il nous resterait dû au titre des avances "article 25" la somme de	43.543.252,23
---	---------------

que nous vous serions très obligés, Monsieur le Ministre, de bien
vouloir faire verser, valeur 31 mars 1941, à notre compte 27-28 ouvert
à l'Agence Centrale du Trésor.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sen-
timents de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.